

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Thématique "Education, accompagnement
scolaire et prévention de la délinquance" -
Attribution de subventions aux
associations pour l'année 2020

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2020.083

Date de la convocation :
Le 24/07/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du - 5 AOUT 2020

de la réception s/Préfecture
en date du - 3 AOUT 2020

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 30 juillet 2020

L'an deux mil vingt et le 30 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Jean-Paul ARNAUD

Monsieur LUCIANO,

La loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine en date du 21 février 2014 a élargi la compétence des communautés d'agglomération à la gouvernance du Contrat de Ville. Ce transfert de compétences a entraîné le transfert de l'ensemble des subventions dont bénéficient les associations intervenant sur la thématique « Education, accompagnement scolaire et prévention de la délinquance », exclusivement sur le territoire prioritaire de la commune de Vallauris Golfe Juan.

Dans le cadre de sa participation aux instances du FIPD, la CASA apporte son soutien aux actions de prévention de la délinquance menées sur son territoire.

Un appel à projets a été lancé en fin d'année 2019 afin de recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2020, il est proposé de procéder à l'attribution de subventions aux associations **Fondation Apprentis d'Auteuil et Alter Egaux.**

La Fondation d'Auteuil lutte notamment contre l'échec scolaire des élèves en difficulté et n'ayant pas dans leur environnement familial et social les meilleures conditions de soutien et d'accompagnement. Elle s'engage ainsi, dans le cadre des Contrats Locaux d'Accompagnement Scolaire, à mettre en œuvre une mission d'accompagnement scolaire (aide au devoir, accès à la culture et à la citoyenneté) et de soutien à la parentalité pour des élèves d'école élémentaire et du collège.

Alter Egaux quant à elle propose des ateliers dirigés vers les publics dits « décrocheurs scolaires ». Les ateliers visent à éveiller leur esprit critique et lutte ainsi contre le développement des préjugés et l'instrumentalisation des discours.

En raison de la crise du Covid-19, de nombreuses associations ont dû cesser leurs activités ou reporter des projets, dont certains sont subventionnés par l'Etat, les collectivités territoriales ou d'autres acteurs publics. Le Premier Ministre a souhaité rappeler que l'Etat doit les soutenir et a incité les autres autorités publiques à faire de même.

Ce 6 mai 2020, une circulaire n° 6166/SG est venue pour rappeler les règles applicables à toutes les autorités administratives et définir les règles de bonnes pratiques de gestion des subventions pour l'Etat et ses établissements publics.

Il est ainsi prévu que l'autorité administrative pourra inciter l'association à décaler le projet et vérifiera l'importance des sommes engagées par rapport au montant de la subvention.

La CASA a d'ores et déjà interrogé chacune de ces associations pour connaître plus précisément l'impact de la crise du Covid-19 sur leur activité en 2020.

Ces associations ont ainsi eu à réorganiser leurs interventions en leur donnant un format compatible avec les contraintes de confinements de leurs équipes et du public visé.

Plus particulièrement, sur cette période La Fondation d'Auteuil a mis en place des cours à distance pour les enfants du CLAS, avec des exercices ludiques communiqués aux familles via Facebook, des liens vers des sites internet ou en remettant de façon plus exceptionnelle des versions imprimées de documents pour les familles sans équipement.

Quant à Alter Egaux, cette association a suspendu ses interventions mais maintiendra le nombre de ses actions sur l'ensemble de l'année.

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à chaque association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2020 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2019.

Considérant que les actions d'«Education, accompagnement scolaire et prévention de la délinquance» menées par les associations Fondation Apprentis d'Auteuil et Alter Egaux, dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal, entrent dans le cadre des compétences confiées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu la délibération n° CC.2020.006 du conseil communautaire du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Vu les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2020 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention à l'association FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL pour un montant de 10 000 € ;
- d'octroyer une subvention à l'association ALTER EGAUX pour un montant de 2 000 € ;
- d'approuver les termes des conventions de participation financière sus- citées avec les associations, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la cohésion sociale et à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction 523 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE

- d'octroyer une subvention à l'association FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL pour un montant de 10 000 € ;
- d'octroyer une subvention à l'association ALTER EGAUX pour un montant de 2 000 € ;
- d'approuver les termes des conventions de participation financière sus- citées avec les associations, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la cohésion sociale et à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction 523 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 30 juillet 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC LA FONDATION D'AUTEUIL
« Contrat Local d'Accompagnement Scolaire »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire 30 juillet 2020, Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale, sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion social , et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean-Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL développe des actions d'accompagnement à la scolarité (Contrats Locaux d'Accompagnement Scolaire dits CLAS) permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, il est prévu la prise en charge durant l'année scolaire de 80 élèves (élémentaires et collèges) autour de l'aide au devoir, l'accès à la culture, la citoyenneté et le soutien à la parentalité.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accompagnement scolaire et de soutien à la parentalité à destination du public résidant sur le quartier prioritaire.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

Article 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 52 262 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

Article 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association FONDATION D'AUTEUIL par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Article 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION-EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de séances/an pour l'élémentaire ;
- Nombre de séances/an pour le collège ;
- Nombre d'enfants pris en charge dans le cadre du CLAS ;
- Nombre de parents ayant participé au moins 1fois/mois aux actions CLAS ou parentalité pour le collège ;
- Nombre de parents ayant participé au moins 1 fois/mois aux actions CLAS ou parentalité pour l'élémentaire ;
- Nombre de filles et de garçons pour le collège ;
- Nombre de filles et de garçons pour l'élémentaire ;
- Régularité du lien parents/enseignants/référent CLAS ;
- Renforcement des compétences parentales ;
- Augmentation de la confiance en soi des enfants et des parents
- Taux d'absentéisme

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement entre le service politique de la ville et FONDATION D'AUTEUIL. L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

Article 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier

de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

Article 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par la FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1er, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

Article 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), la FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel.

Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué à la Cohésion Sociale et à
la Politique de la Ville

Jean Marc SAUVE

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 200,00 € Prestations de services..... 0,00 € Achats matières et fournitures..... 200,00 € Autres fournitures..... 0,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
61 - Service extérieurs 0,00 € Locations..... 0,00 € Entretien et réparation..... 0,00 € Assurance..... 0,00 € Documentation..... 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification..... 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 0,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 0,00 € Publicité, publication..... 0,00 € Déplacements, Missions..... 0,00 € Services bancaires, autres..... 0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 45 504,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 15 000,00 € 06-ETAT-POLITIQUE-VILLE 15 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 10 000,00 € 06-CA DE SOPHIA ANTIPOLIS 10 000,00 € Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 20 504,00 € 06-CAF 20 504,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)..... 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 0,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 0,00 €
63 - Impôts et taxes 0,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 0,00 € 756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
64 - Charges de personnel 36 071,00 € Rémunération des personnels..... 23 576,00 € Charges sociales..... 12 495,00 € Autres charges de personnel..... 0,00 €	76 - Produits financiers 0,00 € Produits financiers..... 0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante 3 170,00 € Autres charges de gestion courante..... 3 170,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
66 - Charges financières 0,00 € Charges financières..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 0,00 € Dotation aux amortissements..... 0,00 €	Ressources propres affectés au projet 6 758,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 6 758,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés..... 0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature 0,00 €
Charges indirectes 12 821,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 12 821,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	

	870 - Bénévolat..... 0,00 €
	871 - Prestations en nature..... 0,00 €
	875 - Dons en nature..... 0,00 €
Total des Charges	52 262,00 €
Total des ressources	52 262,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC LA SOCIETE COOPERATIVE ALTER EGAUX
Ateliers : « Trouve ta place »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représenté paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

La société coopérative dénommée ALTER EGAUX régie par Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, ayant pour objet d'accompagner les organisations dans la mise en place de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dont le siège social est situé 124 chemin du Prignon - 06530 SAINT-CEZAIRE, représentée par Anne Gaël BAUCHET agissant au lieu et place de la coopérative en sa qualité de gérante conformément aux statuts de la coopérative ;

Ci-après désignée **ALTER EGAUX**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, ALTER EGAUX s'inscrit dans une démarche d'innovation sociale, culturelle et technologique en favorisant une approche systémique et d'intérêt général. Elle décline des axes d'interventions utilisant des méthodes novatrices et fédératrices qui concernent les stéréotypes et le décrochage scolaire.

La participation à ces ateliers permet la construction de l'esprit critique face aux discours d'instrumentalisation.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, ALTER EGAUX s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance en direction des personnes fragilisées ou en rupture du territoire de la C.A.S.A.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à ALTER EGAUX pour l'année 2020 sont les suivants :

- Amorcer un processus de re-singularisation et de re-valorisation des participants ;
- Dépasser les stéréotypes de genre pour se construire ;
- Favoriser une insertion professionnelle réussie chez les jeunes et rendre possible le sentiment d'une juste place acquise dans la société, garanties d'un meilleur épanouissement individuel à l'âge adulte et d'une participation positive et constructive au niveau collectif et social ;
- Prévenir les risques de récupération des jeunes en mal d'avenir, phénomène de récupération qui se nourrit des décrochages scolaires et sociaux, des vocations manquées, d'amertume, de frustration et d'un sentiment de discrimination et de stigmatisation d'individus en attente de sens ;
- Faire comprendre aux jeunes le mécanisme de récupération des dispositifs médiatiques utilisés par les propagandistes, leur apprendre à les décrypter, les critiquer et les mettre à distance ;
- Lutter contre le coût social de la double violence de genre produite par les univers non mixtes : surenchère permanente entre garçons, défis dangereux, mise au ban de ceux d'entre eux qui essaient de s'insérer socialement et professionnellement.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement ALTER EGAUX pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 21 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 24 000 €.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

ALTER EGAUX reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de la coopérative par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALES

La coopérative s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

ALTER EGAUX s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Evaluation de l'ancrage du dispositif sur la tranche d'âge visée :
 - % de structures souhaitant renouveler l'opération et l'étendre,
 - Nombre de personnes visées effectivement par le dispositif au sein de chaque structure (% des publics-cibles): dispositif s'inscrivant dans le programme de l'établissement ou proposition aléatoire sur une partie du public seulement.
- Impact du dispositif sur les publics finaux :
 - Retour des adultes encadrant(e)s (évaluation de la posture d'apprentissage à celle de transmission)
 - Retour des participant(e)s.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec ALTER EGAUX à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante: les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par la coopérative et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

La coopérative invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALTER EGAUX.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

ALTER EGAUX s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme permettant un suivi analytique de l'action et à fournir des comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, ALTER EGAUX remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si ALTER EGAUX est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ ALTER EGAUX devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par ALTER EGAUX, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

ALTER EGAUX s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait

jugée utile. A cet effet, la coopérative mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

ALTER EGAUX et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour la coopérative,
ALTER EGAUX
La gérante

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président Délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Anne Gaël BAUCHET

Projet n°....

Alta Eaux

6. Budget⁵ du projet

Année 2020. ou exercice du

au Manipulation

Budget supplémentaire
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	300	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	300	74 - Subventions d'exploitation²	21 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	125		
Locations			
Entretien et réparation		FIPDR	15 000
Assurance	50	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	75		
62 - Autres services extérieurs	1 650	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions	1 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	150	CASA	2 000
63 - Impôts et taxes	1 200		
Impôts et taxes sur rémunération	1 200		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	4 000
64 - Charges de personnel	17 725	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	17 725	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	21 000	TOTAL DES PRODUITS	21 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	3 000	871 - Prestations en nature	3 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	3 000	TOTAL	3 000

La subvention sollicitée de16000€ , objet de la présente demande représente72,00% du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 30/07/2020
Numéro : BC_2020_083
Nature : DE - Deliberations
Objet : Thématique "Education, accompagnement scolaire et prévention de la délinquance" - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2020
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : zACZ3GJ

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/08/2020
Identifiant : 006-240600585-20200730-BC_2020_083-DE

Acte reçu

Date : 30/07/2020
Numéro interne : BC_2020_083
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Thématique "Education, accompagnement scolaire et prévention de la délinquance" - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2020
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200730-BC_2020_083-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4

99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_083-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_083-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_083-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_083-DE-1-1_5.PDF

N